

Opinion - DÉFENSE

# Nucléaire, non peut-être

► La conférence sur le désarmement des armes nucléaires a échoué par manque de volonté des Etats. Les menaces sont pourtant bien présentes.



**CÉLINE FRANCIS**

Chargée de recherche au Grip  
(Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) (\*)

Ces dernières années ont régulièrement rappelé les risques qu'engendre la prolifération nucléaire, aussi bien dans le chef des acteurs non étatiques que dans celui des Etats. En 2003, le monde découvrait ainsi l'existence du réseau d'A.Q. Khan au Pakistan, qui illustre les possibilités de prolifération nucléaire en fournissant divers pays parmi lesquels la Libye, l'Iran et la Corée du Nord. S'il semble qu'aucun acteur non étatique n'ait bénéficié de cette aide, ce réseau illégal a illustré les risques d'une prolifération nucléaire. Du côté des Etats, ce sont plus de 30 000 têtes nucléaires qui alimentent le danger de conflits ou d'accidents majeurs, ainsi que les risques de prolifération via les sites mal sécurisés.

Le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), adopté en 1970 dans le cadre de l'ONU, est la pierre angulaire du désarmement et de la lutte contre la prolifération nucléaire. Du 2 au 27 mai dernier, ses 149 Etats signataires ont participé à la 7<sup>e</sup> Conférence de révision de cet accord, à New York. L'objectif était d'examiner la mise en œuvre des dernières mesures adoptées, et de proposer des améliorations pour lutter contre les risques de prolifération, favoriser le désarmement et promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

En 2000, la précédente Conférence de révision du TNP avait surmonté les désaccords. Un programme de désarmement progressif et systématique en 13 mesures avait été adopté, engageant pour la première fois de manière univoque certains pays dotés d'armes nucléaires à éliminer totalement celles-ci. Ce programme prévoyait également la négociation d'un traité sur l'interdiction de la production de matériel fissile, et marquait l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).

Cinq ans plus tard, le bilan de la mise en œuvre de la Déclaration finale de la Conférence de 2000 est ténu. Alors que la lutte contre la prolifération de l'arme nucléaire a engrangé quelques succès<sup>(1)</sup>, les résultats sont particulièrement maigres dans le domaine du désarmement, largement influencés par le manque de volonté des Etats dotés de l'arme nucléaire de mettre en œuvre leurs obligations. La conférence générale du désarmement<sup>(2)</sup> chargée de négocier les nouveaux traités est également paralysée. Enfin, l'inclusion des armes nucléaires comme armes de combat complémentaires



■ Répartis entre les Etats, plus de 30 000 têtes nucléaires alimentent le danger de conflits ou d'accidents majeurs.

dans la doctrine américaine, les nouveaux développements technologiques prévus ("mini-bombes") et l'éventualité de leur utilisation contre des "Etats voyous" n'en possédant pas ont accru la tension dans les pays visés et tendent à stimuler la course aux armements plutôt qu'à la réduire.

C'est sur ces prémisses que s'est tenue la Conférence de révision du mois écoulé. Le défi de trouver un terrain d'entente était important, mais modeste en regard des risques qui menacent un régime central dans les relations internationales. Quinze jours seront malheureusement nécessaires à l'élaboration de l'agenda et des organes, alors que les discussions de fond auraient dû commencer dès la première semaine. Il fallut un processus "douloureux, prolongé et difficile à comprendre" selon le président de la Conférence Sergio de Queiroz Duarte<sup>(3)</sup>, pour y arriver. Durant la conception de l'agenda déjà, les Etats-Unis et la France vont s'opposer farouchement à toute référence sur les résultats des conférences de 1995 et 2000. N'ayant plus que 5 jours pour les discussions de fonds, les Etats parties seront incapables de combler le vide qui les sépare. En définitive, la Conférence n'aura pas même accouché d'une déclaration finale.

La Conférence aura donc échoué à atténuer la crise de confiance dans le TNP. Le consensus historique de 2000 ne s'est plus reproduit, repoussant probablement d'un même geste toute avancée face à la conférence générale du désarmement<sup>(4)</sup>, totalement paralysée depuis 1996. Les menaces sont pourtant bien présentes. Comme l'a rappelé l'ancien secrétaire américain à la Défense, Robert McNamara: "La

**"LA COMBINAISON DE  
LA NATURE FAILLIBLE  
DE L'ÊTRE HUMAIN ET  
DES ARMES ATOMIQUES  
CONDUIRA À LEUR EMPLOI"  
(ROBERT MCNAMARA,  
ANCIEN SECRÉTAIRE  
AMÉRICAIN À LA DÉFENSE)**

combinaison de la nature faillible de l'être humain et des armes atomiques conduira à leur emploi."<sup>(5)</sup> Soixante ans après Hiroshima et Nagasaki, les Etats parties ont manqué l'occasion d'en diminuer le risque. ■

(1) Partenariat global du G8, initiative de sécurité contre la prolifération, résolution 1540 du Conseil de sécurité.

(2) La conférence du désarmement a été créée en 1979 afin de traiter des questions relatives au contrôle des armes et du désarmement. Ses 68 membres se réunissent trois fois par an à Genève.

(3) WILPF, "The Vienna gossip column", News in Review, n°8, 11 mai.

(4) La conférence du désarmement a été créée en 1979 afin de traiter des questions relatives au contrôle des armes et du désarmement. Ses 68 membres se réunissent trois fois par an à Genève.

(5) UN News, "Une attaque nucléaire sur le territoire américain est possible dans la prochaine décennie", prévient Robert McNamara", NY, 24 May 2005.

(\*) <http://www.grip.org>